

## CHARGE D'AFFAIRES EN RENOVATION ENERGETIQUE DU BATIMENT

Le titre professionnel de : **CHARGE D'AFFAIRES EN RENOVATION ENERGETIQUE DU BATIMENT**<sup>1</sup> niveau III (code NSF : 232 p) se compose de trois activités types, chaque activité type comportant les compétences nécessaires à sa réalisation. A chaque activité type correspond un Certificat de Compétences Professionnelles.

Le chargé d'affaires en rénovation énergétique du bâtiment seconde le responsable d'une entreprise sur les aspects techniques, organisationnels et commerciaux, le conseil client et la réalisation des travaux de rénovation d'un bâtiment.

Il opère sur plusieurs petits chantiers de travaux de rénovation énergétique de bâtiments qui peuvent être réalisés en lots séparés, en entreprise générale ou en groupement d'entreprises. Ces chantiers sont principalement de type pavillonnaire pour des particuliers.

Il intervient en amont dès la prise de contact avec le client. Il est responsable de l'exploitation du diagnostic de performance énergétique, de l'étude de l'offre globale, de l'organisation et du suivi qualitatif du chantier, et assure le contrôle de la bonne exécution des travaux.

Plus précisément, il réalise le diagnostic du bâtiment, étudie les solutions techniques les plus pertinentes, conseille et oriente la clientèle, accompagne le maître d'ouvrage sur les plans administratifs et financiers, coordonne et suit qualitativement les travaux de rénovation.

C'est un professionnel capable de traiter la chaîne «analyse, conception et mise en œuvre».

Ses principaux interlocuteurs sont le client, les cabinets d'architectes, les

bureaux d'études techniques, les bureaux de contrôle, de santé-sécurité et de coordination, les services des réseaux publics et ceux chargés de délivrer les autorisations administratives, les organismes financiers, les fournisseurs, les sous-traitants et le personnel d'exécution.

L'emploi se déroule en partie sur les lieux de la construction pour réaliser des relevés, des diagnostics, des réunions de chantier, le suivi des travaux, les tests d'étanchéité à l'air, et en partie dans les locaux de l'entreprise pour l'analyse et le complément d'enquêtes, les mises au propre lors de la définition du projet, la création de documents d'étude, de gestion technique, administrative et financière, de pièces contractuelles, des plannings, des tableaux de contrôle et de suivi ainsi que des rapports de chantier.

Des déplacements sont nécessaires soit sur le lieu du projet avec ou sans le client et partenaires externes pour l'état des lieux, soit chez les partenaires externes et services publics pour recherche de documents.

### ■ CCP - ETUDIER UN PROJET DE RENOVATION ENERGETIQUE D'UN BATIMENT

- Identifier les causes de déperdition énergétique d'un bâtiment.
- Examiner et optimiser les techniques d'amélioration énergétique d'un bâtiment.
- Estimer les travaux d'amélioration énergétique d'un bâtiment et le bénéfice client.

### ■ CCP – CONSEILLER LE CLIENT SUR UN PROJET DE RENOVATION ENERGETIQUE D'UN BATIMENT

- Proposer et conseiller des solutions pour la rénovation énergétique d'un bâtiment.
- Conseiller sur les aides financières et fiscales liées aux travaux d'amélioration énergétique d'un bâtiment.
- Rédiger la notice descriptive d'un projet de rénovation énergétique de bâtiment.

### ■ CCP – PREPARER ET SUIVRE LA REALISATION DE TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE D'UN BATIMENT

- Analyser et exploiter le dossier technique en vue de la mise en œuvre de la rénovation énergétique d'un bâtiment.
- Préparer et organiser un chantier à faibles nuisances pour la rénovation énergétique d'un bâtiment.
- Suivre la réalisation des travaux de rénovation énergétique d'un bâtiment en tous corps d'état.

**Code TP – 01311** référence du titre : **CHARGE D'AFFAIRES EN RENOVATION ENERGETIQUE DU BATIMENT**<sup>1</sup>

Information source : référentiel du titre : CAREB

<sup>1</sup>ce titre a été créé par arrêté du 13 Août 2014 (JO du 26 Août 2014)

Emploi métier de rattachement suivant la nomenclature du ROME : F1106-Ingénierie et études du BTP ; F1108-Métre de la construction ; F1201-Conduite de travaux du BTP.

## MODALITES D'OBTENTION DU TITRE PROFESSIONNEL<sup>2</sup>

### 1 – Pour un candidat issu d'un parcours continu de formation

A l'issue d'un parcours continu de formation correspondant au titre visé, le candidat est évalué par un jury composé de professionnels sur la base des éléments suivants :

- les résultats aux évaluations réalisées en cours de formation ;
- un Dossier de Synthèse de Pratique Professionnelle (DSPP) qui décrit, par activité type en lien avec le titre visé, sa propre pratique professionnelle valorisant ainsi son expérience et les compétences acquises ;
- une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée appelée « épreuve de synthèse » ;
- un entretien avec le jury.

### 2 – Pour un candidat à la VAE

Le candidat constitue un dossier de demande de Validation des Acquis de son Expérience professionnelle justifiant, en tant que salarié ou bénévole, d'une expérience professionnelle de trois ans en rapport avec le titre visé.

Il reçoit, de l'Unité Territoriale de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE), une notification de recevabilité lui permettant de s'inscrire à une session de validation du titre.

Lors de cette session, le candidat est évalué par un jury de professionnels sur la base des éléments suivants :

- un Dossier de Synthèse de Pratique Professionnelle (DSPP) qui décrit, par activité type en lien avec le titre visé, sa propre pratique professionnelle valorisant ainsi les compétences acquises ;
- une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée appelée « épreuve de synthèse » ;
- un entretien avec le jury.

**Pour ces deux catégories de candidats (§ 1 et 2 ci-dessus), le jury, au vu des éléments spécifiques à chaque parcours, décide ou non de l'attribution du titre.** En cas de non obtention du titre, le jury peut attribuer un ou plusieurs certificat(s) de compétences professionnelles (CCP) composant le titre. Le candidat dispose ensuite de cinq ans, à partir de la date d'obtention du premier CCP, pour capitaliser tous les CCP. Après obtention de tous les CCP constitutifs du titre, le jury peut, s'il le souhaite, convoquer le candidat à un nouvel entretien

### 3 – Pour un candidat issu d'un parcours discontinu de formation

Le candidat issu d'un parcours composé de différentes périodes de formation peut obtenir le titre par **capitalisation** des Certificats de Compétences Professionnels constitutifs du titre.

Pour l'obtention de chaque CCP, le candidat est évalué par un binôme d'évaluateurs composé d'un professionnel et d'un formateur de la spécialité. L'évaluation est réalisée sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée correspondant au CCP,
- un Dossier de Synthèse de Pratique Professionnelle (DSPP) qui décrit, par activité type en lien avec le titre visé, la pratique professionnelle du candidat valorisant ainsi les compétences acquises.

Après obtention de tous les CCP du titre visé le jury de professionnels conduit un entretien avec le candidat en vue d'attribuer le titre.

## MODALITES D'OBTENTION D'UN CERTIFICAT COMPLEMENTAIRE DE SPECIALISATION (CCS)<sup>2</sup>

Un candidat peut préparer un CCS s'il est déjà titulaire du Titre Professionnel auquel le CCS est associé.

Un CCS peut être préparé à la suite d'un parcours de formation ou par la validation des acquis de l'expérience (VAE). Le candidat est évalué par un jury de professionnels sur la base des éléments suivants :

- une mise en situation professionnelle réelle ou reconstituée correspondant au CCS,
- un entretien.

## PARCHEMIN ET LIVRET DE CERTIFICATION

Un **parcemin** est attribué au candidat ayant obtenu le **titre** complet ou le **CCS**.

Un **livret de certification**, qui enregistre les **CCP** progressivement acquis, est destiné au candidat pour l'aider à se repérer dans son parcours.

**Ces deux documents sont délivrés par l'Unité Territoriale de la DIRECCTE.**

<sup>2</sup> Le système de certification du ministère chargé de l'emploi est régi par les textes suivants :

- Code de l'éducation notamment les articles L. 335-5, L. 335-6 et R. 335-13 et R. 338-2  
- Arrêté du 09 mars 2006 (JO du 08 avril 2006) et Arrêté modificatif du 06 mars 2009 (JO du 14 mars 2009) relatifs aux conditions de délivrance du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi  
- Arrêté du 08 décembre 2008 (JO du 16 décembre 2008) et Arrêté modificatif du 10 mars 2009 (JO du 19 mars 2009) portant règlement des sessions de validation pour l'obtention du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi